Séance publique du 18 décembre 2000

Délibération n° 2000-6049

commission principale : déplacements et voirie

commission (s) consultée (s) pour information : finances et programmation

commune (s) : Lyon

objet : **Convention avec le CETE de Lyon pour la réalisation d'études ou de contrôles d'ouvrages d'art, l'assistance au contrôle qualité dans les opérations de voirie et les études de jalonnement**

service : Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de la voirie

Le Conseil,

Vu le rapport du 5 décembre 2000, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de la voirie vient de me communiquer un projet de convention à conclure avec le Centre d'études techniques de l'équipement de Lyon (CETE) en vue de la réalisation d'études ou de contrôle d'ouvrages d'art, l'assistance au contrôle qualité dans les opérations de voirie et les études de jalonnement.

Cette convention serait valable pour l'année 2001 et non reconductible.

Le montant minimum serait de 325 000 F HT et le maximum de 1,3 MF HT, seuil au-delà duquel le CETE devrait être mis en concurrence.

Les prestations, qui pourraient être incluses dans cette convention concerneraient la réalisation d'études particulières localisées portant sur :

- les études relatives aux ouvrages d'art : les contrôles, mesures, vérification et études imputables au maître de l'ouvrage lors de la construction d'ouvrages neufs et les contrôles, mesures diagnostics et études sur l'état d'ouvrages existants,
- les contrôles, mesures et vérifications liés au suivi de la qualité dans les opérations de voirie,
- les études relatives au jalonnement.

Il est entendu que chaque prestation réalisée par cet organisme ferait l'objet d'une définition précise et d'un devis préalable à la confirmation de la demande ;

Vu le projet de convention ;

Où l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le projet de convention, lequel sera rendu définitif.

2° - Autorise monsieur le président à signer la convention ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite du crédit budgétaire.

3° - Les dépenses à engager pour ces prestations seront prélevées sur les crédits à inscrire au budget de la Communauté urbaine - direction de la voirie ou autres services utilisateurs - exercice 2001.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,